

Pour la Démocratie
et pour la Paix!

Clarte

Journal d'opinion et d'action populaire

Vers l'Emancipation
de notre Peuple et la
Sauvegarde de ses
Libertes

Numéro 215 (Numéro 75 sous la Loi du Cadenas de Duplessis)

MONTREAL, SAMEDI, LE 6 MAI, 1939.

prix 2 cts.

LES FASCISTES SONT COUPABLES DE SEDITION!

IL FAUT CHASSER LES TRAITRES FASCISTES DES POSTES PUBLICS

La semaine dernière, M. Fitch, député U.N. de Saint-Louis, a parlé de l'ascension. Il dit d'abord qu'on faisait beaucoup de tort à la Province en faisant passer ses dirigeants pour des gens à tendances fascistes; il déclare ensuite que le Fascisme ne représente nullement un péril ici, étant donné que les forces dont il dispose sont insignifiantes; et il termine en énumérant les adresses des bureaux et des salles où les fascistes d'Arcand font leur travail d'espionnage et d'entraînement militaire!

Tentative de blanchissage du régime qui a tourné au ridicule par ses contradictions. Certes, le député de Saint-Louis, tout en étant la créature de Duplessis, a été forcé de faire allusion, sous la pression de l'indignation publique, aux menées séditeuses des gens d'Arcand. Mais il a soigneusement évité de faire allusion à la Loi du Cadenas, aux Bills 19 et 20, qui ont fait presque autant que les activités des fascistes, pour attirer une très mauvaise publicité sur cette province.

Surtout, a-t-il évité de parler du fait que le Gouvernement Duplessis est pénétré, dans tous ses départements, de fascistes qui en réalité servent les intérêts de puissances étrangères, que le Cabinet provincial compte parmi ses membres des adeptes de cette société secrète et fasciste, qui s'appelle les "Chevaliers de Jacques-Cartier"; que la police provinciale est remplie d'hommes à Arcand...

Ce M. Wheeler Dupont, qui fait de la propagande mussolinienne, tout en étant à l'emploi de l'hon. M. Bilodeau—ce J. O. Linteau, qui aurait été délégué en Allemagne par les fascistes montréalais, et qui siège à la Commission scolaire catholique—et tous les autres, qui font un travail de sédition

(Suite en page 2.)

Le Budget de Dunning sert la rue St-Jacques

D'après le budget présenté aux Communes récemment par le ministre des finances, M. Dunning, le revenu national, selon un estimé préliminaire, indique une somme totale de \$4,460,000,000 pour l'année 1938, ou approximativement 7 1/2 pour cent de moins que pour l'année 1937.

La balance favorable du commerce atteint le chiffre de \$350,900,000 comparée à \$339,800,000 durant l'année précédente. Le revenu total du gouvernement fédéral sera pour 1938-39 de \$501,677,000. Cela représente une diminution de 2.9 pour cent sur l'année précédente. Le déficit total pour l'année 1938-39 sera de \$55,666,000. La dette nette du Dominion était estimée, le 31 mars 1939, à \$3,157,340,000. Enfin, le revenu pour l'année 1939-40 est

estimé à \$490,000,000, tandis que le déficit atteindra probablement la somme de \$60,000,000.

En présentant ces chiffres, l'honorable M. Dunning fit des commentaires très intéressants. Il déclara en substance que tandis que le gouvernement a refusé d'entreprendre un vaste programme de travaux publics assumant que l'industrie privée fournirait du travail, les gros intérêts financiers ont virtuellement fait la grève sur le tas dans notre pays.

"L'on a répété à plusieurs reprises, dit-il, que le fardeau des taxes était le facteur principal du ralentissement des affaires au Canada. Je ne crois pas que cela soit vrai. Certes, ce n'est pas la vérité, à moins que des déclarations faites par des gens irresponsables (Suite en page 4.)

15 Agents de Police autour d'une Maison pour empêcher une Veillée d'Amis

Samedi soir, le 29 courant, l'on aurait pu croire que le logement situé au No. 1654 de la rue Cartier était en état de siège. En effet, une escouade forte de 15 agents, en civil et en uniforme, a envahi la demeure de M. E. Dubé ou, en compagnie de quelques amis, l'on se récréait paisiblement.

Au cours d'une entrevue que nous accordât Mme Dubé, voici ce qu'elle nous confia: "Ils ont empêché les enfants de quitter la maison. Ils nous ont refusé l'emploi du téléphone. En un mot, ces agents se sont rendus les maîtres dans la maison. Ils ont brutalisé les enfants..."

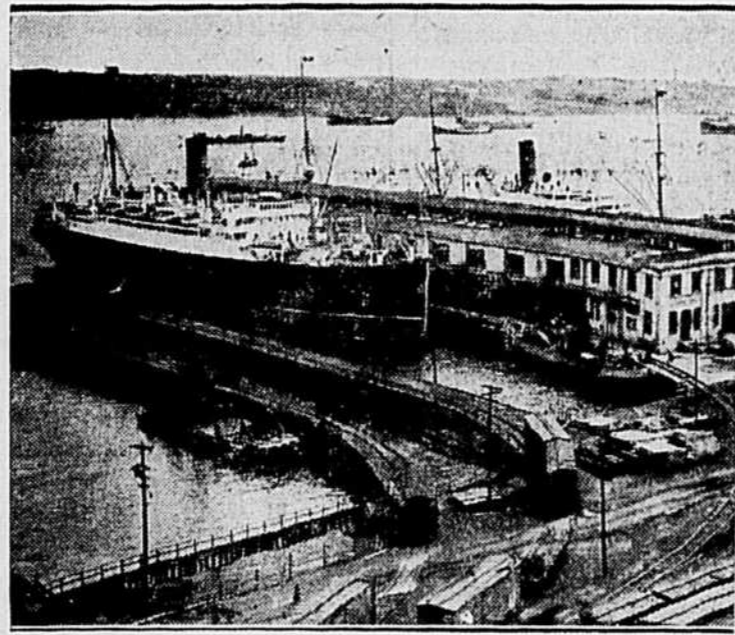
"Vraiment, on ne voit pas pire en Allemagne. C'est de la terreur fasciste..." "Après avoir fouillé durant une heure et demi, ils se sont installés à la porte jusqu'à une heure du matin afin d'empêcher quiconque de pénétrer chez nous. Ils faisaient circuler les curieux qui s'étaient rassemblés sur le trottoir..."

Madame Dubé, devant de tels faits, en conclut que sous le régime Duplessis, "nous n'avons pas le droit de nous récréer, sous prétexte qu'on organise des soirées au bénéfice de 'Clarte'."

"Cependant, ajouta-t-elle, l'on permet des banquets à la haute finance afin de lui faciliter la tâche d'opprimer le peuple."

Comme on le voit par ces détails, le police de Duplessis a perdu tout sens de la mesure et se rend parfaitement ridicule. Envoyer quinze agents dans un paisible domicile où quelques personnes s'amusaient honnêtement, voilà certes qui dépasse tout ce que nous avons vu jusqu'à maintenant dans l'art d'intimider et de persécuter les gens, art que Duplessis pratique avec une habileté consommée.

Et pendant ce temps là, les maisons louches fonctionnent en toute liberté et il n'y a pas d'agents pour arrêter les malfaiteurs.



Des rapports répétés qu'on a vu des sous-marins près de la côte de la Nouvelle Ecosse, joints à des attentats des Nazis d'obtenir un base dans l'Islande augmente les soupçons que Hitler aurait peut-être une base de sous-marins dans quelque endroit isolé de ce côté de l'Atlantique. Nous voyons ici une partie du port de Halifax, près duquel on a rapporté les sous-marins.

Ottawa reconnaît le Droit d'Organisation

L'amendement au code pénal, connu sous le nom de bill No. 5, qui reconnaît le droit d'association aux ouvriers, a été adopté à l'unanimité à la Chambre d'Ottawa, en troisième lecture.

Ce nouvel amendement, dont les ouvriers syndiqués ont accueilli l'adoption avec joie, impose des peines sévères aux patrons qui "empêcheront ou tenteront d'empêcher, directement ou indirectement, par menaces ou autrement un salaire de faire partie d'une association."

M. Woodsworth, chef du parti C.C.F., qui proposait un tel amendement à chaque session, de

puis plusieurs années, a déclaré que c'était un pas d'accompli vers la démocratie de l'industrie en ce que cet amendement accorde aux ouvriers les mêmes droits exercés par les employeurs.

Cet amendement a été approuvé par tous les partis à la Chambre d'Ottawa. Dans l'explication de son bill, M. Lapointe a précisé qu'il n'y avait offense que lorsqu'il s'agissait du renvoi d'un employé appartenant à un union.

Rappelons brièvement la teneur de cet amendement et les peines qu'il prévoit contre les patrons qui désobéissent à la loi:

Ce bill vise les patrons qui, in-

On acquitte un Distributeur de "Clarte"

Arrêté, le 8 février dernier, par deux constables de Rosemont alors qu'il distribuait "Clarte", M. Roméo Duval a été acquitté, le 26 courant, par le recorder Lebanc.

Fait typique de l'attitude de nos journaux, ce jugement n'a pas été rapporté dans un seul des quotidiens locaux.

Immédiatement après son arrestation, M. Duval fut conduit au poste No. 20. L'Officier en charge, le lieutenant Tremblay, très connu des ouvriers de Rosemont pour ses tendances fascistes, téléphona au colonel Pluze, inspecteur en chef de la police provinciale, afin de savoir quelle accusation, loger contre le prévenu. Ce dernier s'empressa d'invoquer "distribution de circulaires sans permis", bien qu'il sût que "Clarte" n'est pas une circulaire mais bien un journal. Mais ici comme dans les autres cas, l'on n'eut garde de mentionner le nom de "Clarte" de peur de mettre en cause l'infâme loi du cadenas, qui est inconstitutionnelle.

Devant le tribunal, M. Duval n'hésita pas à défendre "Clarte" avec vigueur, dénonçant la tolérance et même l'encouragement tacite envers certains espions fascistes qui s'attaquent à nos libertés démocratiques.

Ce à quoi le recorder répondit qu'il n'était pas là pour faire le procès de Duplessis. Il conseilla toutefois à M. Duval de plaider coupable, lui promettant toute sa clémence.

M. Duval répliqua que le peuple ferait le procès de Duplessis. Quant à lui, Duval, comment pouvait-il se reconnaître coupable

lorsqu'il était innocent. Par la suite, cette affaire fut remise plusieurs fois. Finalement, (Suite en page 4.)

LE BUDGET DE MONTREAL

Le budget soumis aux conseillers municipaux, la semaine dernière, pour l'exercice financier commençant le premier mai indique que bien la nécessité impérieuse d'une refonte de tout le système de taxation.

En effet, les dépenses prévues durant cette année atteignent le chiffre de \$53,000,000. Mais ce qui grève surtout le budget de la ville de Montréal, ce sont les intérêts payés aux banques. Par suite de l'augmentation du taux de ces intérêts, la somme exigée par les trusts cette année est de \$13,581,035. Comme on le voit, ce sont eux qui ont la plus large part de l'argent des contribuables.

Cette somme dépassera le revenu esmé des taxes foncières, lesquelles atteindront le chiffre de \$13,218,426.

St, quand on voit des compagnies comme le Bell Telephone payer un impôt de \$100,000, la Montreal Tramway payer \$50,000 le Canadian Pacific Telegraph, \$3,000, le Canadien National Telegraphs, \$3,000 et la Dominion Electric Protection, \$2,000, compagnies qui accumulent, chaque année, des profits astronomiques, l'on convient de plus en plus de la nécessité d'une réforme du système de taxation.

ARRETER HITLER — Le mot d'ordre du 1er Mai

Des Centaines
de Personnes
manifestent
à Montreal

Mai et à applaudir les mots d'ordre portés par les manifestants intrépides. Ceux-ci se sont dispersés bien avant l'arrivée de la police.

En dépit de la terreur duplessiste, il y a eu deux manifestations du Premier Mai à Montréal. Deux groupes courageux de manifestants anti-fascistes ont défié la police de Duplessis, sous les yeux de centaines de spectateurs. Les journaux de Montréal n'en ont pas parlé.

La police avait concentré ses réserves spéciales dans les endroits de la ville où les manifestations de la classe ouvrière avaient lieu d'habitude le sans passes. On a pris des précautions contre l'expression de l'attitude du peuple au régime du cadenas, surtout dans les places Phillips, Dominion et Victoria.

Tout d'un coup, dans deux sections du district des magasins, près du magasin de Eaton dans l'ouest, et dans l'est de la ville, les manifestants ont défilé leurs bannières cachées auparavant, inscrites de mots d'ordre de solidarité de la classe ouvrière contre le fascisme, revendiquant la sécurité, la liberté, la démocratie. Des centaines de spectateurs se sont arrêtés sur le chemin des manifestants, à regarder avec un intérêt vif cette parade du Premier

A Toronto une manifestation des plus grandes a eu lieu le premier mai. Près de 5,000 personnes, travailleurs et anti-fascistes, ont marché avec de nombreuses bannières. Le thème dominant des mots d'ordre fut: "Arrêtez Hitler à l'étranger en défendant la démocratie chez nous!"

La manifestation a montré la grande solidarité des différentes nationalités au Canada; les groupes des diverses organisations nationales furent bien rangés derrière leurs pavillons et leurs bannières.

Le premier contingent fut le groupe des vétérans du bataillon Mackenzie-Papineau, portant le drapeau de la République espagnole. Puis venaient les vétérans du bataillon Dombrowski, les soldats polonais, avec des mots d'ordre applicables à la situation de leur pays. Les Tchécoslovaques déclarèrent que leur nation vit encore. Toutes les organisations des différentes nations furent bien représentées. Les mots d'ordre exprimèrent les besoins basiques du peuple, la paix, la sécurité, la vie heureuse, le droit des unions travaillistes, mais surtout la défaite du fascisme et de la réaction.

LA CAMPAGNE DE CLARTE

Il faut Atteindre
Notre Objectif de \$1,200.

Le présent rapport est pour la troisième semaine de la campagne financière de "Clarte". Durant cette semaine, plusieurs quartiers ont redoublé d'activité. Mais nous n'avons en caisse jusqu'à ce jour que la somme de \$378.25 sur \$1,200. C'est encore loin de notre objectif total, on en conviendra.

Alors, devant un résultat aussi mince, il faut tenter un effort "suprême" d'ici la fin de notre campagne pour atteindre l'objectif total. Nous avons le ferme espoir que cet effort sera tenté, si nous nous en rapportons aux déclarations de nos agents qui ont promis de verser le montant de l'objectif de leur district d'ici la semaine prochaine.

Nous devons aujourd'hui des félicitations au quartier Delorimier, dont l'objectif de \$100 est dépassé de \$6. Rosemont mérite également des félicitations pour avoir versé le montant de son objectif, soit \$60. St-George, Papineau, Verdun, St-Louis et Montcalm ne doivent pas être passés sous silence. Leur magnifique travail est digne d'éloge. Aussi nous félicitons ces quartiers pour les résultats très encourageants obtenus jusqu'à maintenant.

D'autre part, il y a, comme nous le disions la semaine dernière, des quartiers qui se font attendre. St-Eusèbe et Hochelaga notamment, qui ont atteint leur objectif, ne donne pas signe de vie. Nous sommes prêts à les excuser cependant, car nous n'ignorons pas que des retards sont susceptibles de se produire.

Voici maintenant la liste des quartiers qui ont versé de l'argent à l'administration:

	souscription	abonnement	%
Delorimier	\$100.00	\$5.25	106.0
St-George	75.00	...	175.0
Rosemont	60.00	...	75.0
Papineau	58.00	...	46.4
St-Louis	52.75	...	52.7
Verdun	14.00	...	23.3
Montcalm	10.00	...	16.6
TOTAL	\$378.25	ou 31.5 pour cent.	

L'Envolee epique de deux As Sovietiques

Deux aviateurs soviétiques ont fait la première envolée sans étapes entre l'est de l'Europe et l'Amérique du Nord la semaine passée lorsqu'ils ont atterri sur l'île Miscou près de la côte du Nouveau Brunswick après avoir volé plus de 4,000 milles en 22 heures 40 minutes.

Les as, le général Vladimir Kookinaki et le navigateur major

Mikhail Gordienko furent forcés à terre à 700 milles de New York. Le général Kookinaki est membre du Soviet Supérieur de l'U.R.S.S. et porte le titre d'Héro de l'Union Soviétique en reconnaissance de ses exploits aériens.

Les aviateurs soviétiques ont suivi la route de "grand cercle" (Suite en page 4.)

LA SEMAINE POLITIQUE

Esroquerie Electorale de Maurice Duplessis

La loi modifiant la carte électorale vient s'ajouter à celle, adoptée la semaine avant, qui donne au régime toutes les facilités requises pour voler une élection.

Celle-ci confère aux présidents de scrutin une immunité absolue vis à vis de la loi. Celle-là réduit le nombre des comités à 86, en supprimant les comités de ceux que Duplessis considère comme des adversaires particulièrement détestables. Dorion, comté que représente M. Grégoire Bélanger, qui a eu le courage de rompre avec les duplessistes, et de les dénoncer, disparaît de la circulation. De même pour Kamouraska, le comté de M. René Chaloult. Saint-Louis subit une opération chirurgicale, à la suite de la bataille menée contre Fitch par M. Raoul Trépanier; on espère, en conséquence, pouvoir éviter à l'avenir une répétition du combat.

La révision de la carte ferait perdre son siège à M. Layton, ministre sans-portfolio; il doit sûrement y avoir une histoire derrière cela. Avec toutes les chicanes et chamlaileries qui bouillonnent à l'intérieur de l'Union Nationale, personne ne saurait s'en étonner...

L'honneur qui est supposé exister parmi les voleurs subit des épreuves assez dures, chez ces gens-là.

Au Conseil Municipal

On exige des Travaux pour les chomeurs

La discussion assez animée qui accompagna le vote d'un crédit de \$1,091,555 pour les allocations de chômage du mois de mai indique clairement que le conseil municipal a l'intention de faire travailler les chomeurs le plus tôt possible.

Il apparaît cependant qu'à l'avenir l'on s'adressera à ce sujet à l'honorable Anatole Carignan, ministre de la Voirie, et non à William Tremblay, ministre du Travail qui a montré son incompétence en toutes choses depuis qu'il occupe ce poste.

M. Omer Côté profita de l'occasion du vote de ce crédit pour faire un discours sur la nécessité de donner du travail aux chomeurs. Il déclara notamment que pour les \$12,500,000 que la Ville vote chaque année pour les secours, il serait possible de faire travailler 14,000 chomeurs, toute l'année durant, à un salaire de 35 cents de l'heure.

L'échevin Monette répondit qu'un tel plan avait déjà essayé

mais que "ça n'a pas marché". M. Côté riposta que parce que le projet exécuté il y a quelques années n'a pas réussi, cela n'est pas une raison pour ne pas faire un nouvel effort.

En ce qui concerne les chomeurs, l'on sait que leur plus grand désir est de se soustraire à la commission du chômage et de travailler afin de gagner leur vie. Au cours de la délégation organisée récemment par les Ouvriers Unis de Montréal, les sinistrés ont exposé leurs plaintes et fait des suggestions afin de remédier au chômage.

S'ils sont prêts à travailler, ils ne veulent pas cependant travailler uniquement pour leur pitance. Ils désirent, et cela est juste, un salaire raisonnable.

Connaissant la volonté des sinistrés de la ville, il n'y a pas de doute que la présente administration municipale s'efforcera de leur donner satisfaction et cela dans le plus bref délai possible.

En Reponse a Roosevelt- Hitler demande Danzig

Hitler a répondu au message de paix du président Roosevelt par trois démarches agressives dans un discours.

Se servant du sort de la Tchécoslovaquie comme menace, Hitler a attaqué en des mots guerriers la Pologne. Il demanda la ville de Danzig et un couloir en dedans le couloir polonais. C'est comme un cambrioleur qui demande la route libre à travers le salon de sa victime.

Tout en protestant qu'il n'a pas d'intentions agressives contre la Grande Bretagne, Hitler biffa le pacte navale Anglo-allemand. Par ce moyen il a préparé le chemin pour une attaque contre la position navale de l'Angleterre et contre ses autres intérêts déjà menacés.

Hitler, après avoir insisté que les 31 nations citées par le président Roosevelt ne sont pas "menacées", s'est montré menteur en dénonçant le traité de non-agression entre la Pologne et l'Allemagne.

Mais quand même Hitler ait taché de mélanger ses hurlements de "Versailles" aux professions de

"paix" et des plans ouverts d'agression, son discours fut un essai misérable de convaincre le monde qu'on ne peut pas arrêter le rouage du nazi.

Dans ses essais de sortir de la situation dans laquelle Roosevelt l'a mis, Hitler a non seulement calomnié le président des Etats-Unis mais a insulté toute personne dans le monde entier qui suit la situation internationale dans les journaux: "Je n'ai jamais fait une démarche qui a empiété sur les droits d'autrui," a-t-il hurlé.

L'Autriche, l'Espagne, la Tchécoslovaquie, Memel, la Roumanie, la Yougoslavie et le peuple juif, qui ont tous souffert de différentes manières de l'agression fasciste, sont les faits historiques qui montrent Hitler comme le plus grand menteur des temps modernes.

En quelle situation le monde se trouve-t-il après le discours de Hitler? Précisément dans la même position où les agressions nazistes l'ont mené.

La diatribe de Hitler a un but (Suite en page 4.)

La Vie de la Semaine chez les Unions Ouvrières

VICTOIRE IMPORTANTE pour les TRAVAILLEURS DU MEUBLE

Par Leo SAVAGE

Une victoire importante pour le travail organisé se célèbre parmi les remboureurs de Montréal. Après une grève de trois jours les travailleurs de la St. Louis Bedding Company se sont mis à leur travail, assurés que leur Union, le local 302 de l'Upholsterers' International Union of North America, a été l'instrument de la restitution du 10 pour cent diminué de leurs salaires.

La semaine passée les ouvriers de cette usine, mal versés en des questions des unions, ont accepté une diminution de salaires, sans discuter l'affaire avec le comité exécutif de leur Union. Aussitôt que le comité eut reçu ces nouvelles, on a convoqué un meeting et on a décidé de négocier pour la restitution immédiate des sommes diminuées.

Raoul Trepanier, le président du Conseil des Métiers et du Travail de Montréal, a agréé de participer dans les discussions à côté de Wilfrid Belanger, président du local 302. Les patrons ont menacé de fermer l'usine plutôt que d'acquiescer aux demandes des ouvriers. L'Union fut forcée de déclarer la grève. La solidarité des travailleurs a dépassé les espoirs; non seulement tous les tapissiers ont fait la grève, mais les travailleurs dans le département du "studio" aussi, les ouvriers des matelas ont promis de faire la grève si besoin y aura. Des militants ont formé ligne de piquet et ont envoyé un automobile avec affiches de grève parcourir le district central de la ville. C'est maintenant la saison de grande activité dans le commerce des meubles; ce fait, et le fait que la grève perdrait de la publicité adverse pour eux, a forcé les patrons de céder un peu dans leurs relations avec les employés. Les travailleurs du meuble à Montréal se portent à l'enthousiasme, car la St. Louis Bedding a agréé de restituer les salaires intacts des remboureurs et de restituer un 5 pour cent diminution des salaires des ouvriers des matelats, sans conditions.

Cette jeune et croissante Union peut se féliciter d'une autre victoire. Il y a deux semaines, le patron de la Atlas Bedding, une des usines les plus grandes de son espèce à Montréal, ont tâché d'imposer à leurs employés une diminution de 10 pour cent. Le comité d'atelier de l'Union s'est entretenu avec les patrons et est parti en déclarant qu'il accepterait des augmentations de salaires mais pas des diminutions. Leur unité contre des menaces de renvoi en masse et d'autres manoeuvres, a gagné la bataille à l'avantage des travailleurs organisés. Sans doute cette solidarité des tapissiers de meubles a encouragé les ouvriers de la St. Louis Bedding, comme a fait la décision des travailleurs de la Atlas Bedding de verser les gages de deux jours par semaine pour remplir un fond de grève en cas de nécessité.

Les tapissiers ont appris quelques leçons à la suite de ces deux victoires. Premièrement, la leçon que l'unité est le poids décisif dans les négociations avec les patrons. En seconde, afin d'obtenir une entente de négociations collective et la reconnaissance de l'Union, il faut organiser le métier entier. L'enthousiasme augmente et on espère à la suite de ces victoires un influx en masse des tapissiers dans l'Union. Les travailleurs, leur comité exécutif et énergique, et leur président Wilfrid Belanger méritent tous des félicitations de leur courage en face des conditions qui existent dans la Province de Québec sous le régime de Duplessis.

N.B. Le terme tapissier employé dans cette traduction s'applique aux remboureurs.

Les Manutenteurs de Charbon

Des événements d'une très grande importance se produisent actuellement chez les manutenteurs de charbon.

Avec l'ouverture de la navigation, le port redevient actif. Le "New Castle," venant d'Europe, sera dans notre port bientôt, portant 12,000 tonnes de charbon. Autant d'heures de travail, autant d'argent pécuniaire gagné par les manutenteurs de charbon, chauffeurs et débardeurs.

On prévoit beaucoup d'activités durant la prochaine saison dans le commerce du charbon. Toutes les compagnies achètent en grande quantité. Elles s'approvisionnent en cas de guerre en Europe.

Les récentes négociations entre le local des manutenteurs de charbon et plusieurs compagnies du bord de l'eau sont assez prometteuses: on est en faveur d'une entente cordiale. Comme toujours il y aura cependant un peu de trouble. On ne peut s'attendre à d'autre chose là où il existe de mauvaises conditions. Mais les ouvriers auront tout fait de tout remettre dans l'ordre, et d'autres contrats seront signés.

Le local des manutenteurs de charbon a obtenu des modifications à sa charte, laquelle s'applique maintenant à tous les chauffeurs et aides travaillant comme débardeurs dans le port de Montréal. L'unité sera par le fait même plus solide entre ces deux corps de métier qui feront désormais partie du même local.

LES CAMPS DE DRAGAGE

Le dragage des billots a commencé il y a six semaines en Colombie Britannique et déjà 60 hommes ont perdu la vie par accidents et noyades. Ces chiffres ont été donnés par le Conseil local de l'Union Internationale des Bûcherons.



Des centaines de grévistes sans-travail ont marché des environs de Toronto au parlement de l'Ontario la semaine passée, comme protestation contre la diminution de 10 pour cent en secours-direct. Le premier ministre Hepburn a refusé de recevoir les délégués, mais après une longue attente ils sont arrivés à voir le ministre du bien public, qui a refusé aucune augmentation.

ACTIVITES DE LA LIGUE DES LOCATAIRES DE QUEBEC

Par J. DROUIN

La Ligue des Locataires de Québec est très active actuellement dans la vieille Capitale. Par suite de la migration annuelle du premier mai, plusieurs familles se sont trouvées dans une situation assez précaire. Les membres de cette ligue ont insisté auprès du conseil municipal afin qu'il n'y ait pas de chômeurs dans la rue. Une délégation de sans-travail, qui s'est présentée auprès des autorités municipales, a soumis aux échevins une liste contenant les noms de 500 pères de familles qui ne se sont pas trouvés de logements.

A cela on a répondu que les logements pourraient louer des logements en dehors de la ville, dans les localités avoisinantes, et qu'on leur accorderait leurs allocations de chômage comme s'ils demeuraient dans la ville même. Le comité a refusé catégoriquement cet arrangement, au cours de la dernière assemblée de la Ligue des Locataires. Ils ne veulent pas être chassés de la ville pour être, par la suite, abandonnés à leur triste sort.

Au cours de la même assemblée, M. F.X. Lessard a démontré que la classe qui possède s'unit afin de défendre ses intérêts, et il a recommandé l'unité des mouvements ouvriers à Québec. M. Lessard a en outre proposé la formation d'un comité pour faire des démarches auprès des autorités afin de les forcer à trouver des logements aux trois cents familles sans abri. Ce comité comprendrait deux membres de chacune des organisations suivantes: la Ligue des Locataires, le Club Loyal Ouvrier, le Mouvement Social Ouvrier, les Syndicats Catholiques, les Unions Internationales, l'Association des Vétérans Alliés. Ce comité luttera également pour les revendications suivantes:

1. Augmentation de 25 pour cent des secours directs pour la nourriture; augmentation de l'allocation pour les loyers proportionnée à l'augmentation du prix des loyers; l'électricité gratuite pour les sans-travail.
2. Que les travaux remédiateurs au chômage consiste en la construction de logements salubres pour les ouvriers, à des prix de \$14 à \$20 par mois.
3. La démolition des taudis. Si nécessaire, les exproprier pour la valeur du terrain, et y construire des maisons modernes dans le but de diminuer la mortalité infantile et la tuberculose; le plan des rues de la partie basse de la ville.
4. La construction d'un égout collecteur afin d'assainir la partie basse de la ville, qui est empoisonnée par les égouts déversés dans la rivière St-Charles.
5. L'éducation gratuite et bilingue, afin que les enfants de la classe ouvrière puissent développer leurs talents.

Ces revendications ont été acceptées à l'unanimité à l'assemblée. On a nommé deux délégués pour faire immédiatement les démarches auprès des autres associations, afin de former l'unité autour de ces revendications populaires.

Pour mieux connaître notre Pays

La Repartition des Emplois au Canada

Ottawa, (Du Bureau de la statistique du ministère du Commerce).—La caractéristique la plus significative de la tendance des occupations au Canada durant la période de 1891 à 1931 est le déclin de l'importance relative des occupations agricoles. En 1891, plus de la moitié de tous les hommes ayant des occupations rémunérées étaient employés rémunérés dans les autres occupations primaires n'a pas beaucoup changé dans cette période de 40 ans.

L'importance relative des occupations manufacturières comme source d'emploi pour les ouvriers masculins n'a changé beaucoup dans aucune des provinces la période sous revue. En Ontario et en Colombie canadienne, la croissance des occupations manufacturières a été en quelque sorte plus rapide que pour toutes les autres occupations combinées. Chez les femmes il y a eu un déclin très remarquable dans l'importance relative des occupations manufacturières durant cette période.

L'augmentation numérique des femmes versées dans ces occupations est très considérable, mais elle a été de beaucoup dépassée, par le nombre de femmes employées dans les bureaux ou les services. Le nombre d'hommes dans les occupations de construction a augmenté de plus de 100 p.c. la période de quarante ans terminée en 1931, ce qui correspond de très près au taux d'augmentation montré dans le total des employés rémunérés masculins la même période. Il est intéressant de remarquer que l'importance des occupations de construction dans les provinces des prairies a atteint son sommet en 1911, point culminant d'une période de très grand développement dans l'Ouest.

Il y a plus de quatre fois plus d'hommes dans les occupations du transport en 1938, qu'en 1891, la proportion de tous les hommes dans ce groupe montant de 4.3 p.c. en 1891 à 8.3 p.c. en 1931. L'augmentation dans le nombre d'employés dans les transports par chemin de fer a été très rapide jusqu'en 1921, tandis que de 1921 à 1931 les transports par terre ont montré une expansion exceptionnelle. L'augmentation phénoménale dans le nombre de femmes de ce groupe d'occupations est presque entièrement due à l'aug-

L'Ouest, le Ble Et les prochaines Elections

Par LESLIE MORRIS

La population de l'Ouest canadien a fait montre, en plusieurs occasions, de son désir de suivre de nouveaux sentiers politiques. Dès 1920, les citoyens de l'Ouest élirent au parlement plusieurs représentants qui formèrent le groupe d'où est sorti le parti C.C.F. L'Alberta n'a jamais eu de gouvernement conservateur, et le dernier régime libéral est disparu depuis 1921.

Les partis C.C.F., de la Reconstruction et du Crédit Social eurent toujours de nombreux représentants en Chambre; dans plusieurs cas, le vote en faveur de ces partis fut plus nombreux que lorsqu'il s'agissait des anciens partis. Et le fait que certains libéraux conservèrent leurs sièges est dû à la division au sein de la "gauche".

La crise du blé qui secoue l'Ouest ne peut être séparée du programme social qui forme le point saillant des discussions dans l'Ouest.

Cette crise porte l'attention générale sur le problème de la sécheresse et de la réhabilitation; sur la question des chemins de fer; sur le besoin d'un vaste programme de travaux publics; sur le problème de la jeunesse; sur le besoin d'une politique nationale pour l'industrie et l'agriculture, et sur la question du tarif.

La plupart de ces problèmes ne sont pas uniquement inhérents à l'Ouest. Ils affectent le peuple de tout le Dominion. Mais ils sont plus aigus dans l'Ouest en raison de l'exploitation particulière de l'agriculture par les monopoles financiers et industriels de l'Est.

Conséquemment, il n'est que naturel que la population de l'Ouest soit en avant du Québec et de l'Ontario au point de vue

économique et politique. Voici les principaux développements politiques particuliers à l'Ouest canadien:

1. Opposition de plusieurs députés libéraux à la politique fédérale; 2. La machine torie n'a pu fonctionner depuis sa défaite en 1930; 3. Le vote C.C.F. est nombreux et il y a possibilité d'élection de plusieurs autres représentants de ce parti; 4. Le Crédit Social, qui compte 15 des 17 députés représentant l'Alberta et un représentant la Saskatchewan, conservera toute sa force.

Le problème le plus important, au cours des prochaines élections, consiste à élire une majorité de lutteurs progressifs qui défendront un programme de justice pour l'Ouest comme partie de la politique du Dominion.

Cette belle perspective, si elle se réalise, renforcera le mouvement démocratique dans l'Est du Canada et constituera une opposition à Hepburn, Drew, McLaughlin, Manion, Gardiner et Duplessis—et elle peut se réaliser, si on y travaille maintenant.

Ce que le producteur de l'Ouest déclare est cent fois vrai: que tout candidat des vieux partis qui soutient la politique du blé à 60 sous le boisseau, qui refuse de voter ou de combattre contre, ne doit pas être mis en nomination!

Le mouvement de Herridge a été considéré avec un grand intérêt dans l'Ouest Canadien. Le fait qu'un ancien conservateur en haut lieu dénonce, en termes mesurés, la tendance vers le fascisme au Canada, prouve clairement le besoin de réformes économiques, politiques et sociales.

Le mouvement de la nouvelle Démocratie peut aisément devenir l'un des facteurs les plus importants de l'unité du peuple se-

lon la politique indiquée par le mouvement en faveur d'un prix de 80 cents le boisseau de blé.

Il se peut que des associations libérales présentent des hommes qui voteront et lutteront pour le peuple, et rejetteront les hommes qui ont appuyé Gardiner à Ottawa, et ainsi se préteront au jeu des gros monopoles.

Tant mieux, car cela augmentera les possibilités d'une action progressive par les libéraux des provinces de l'Ouest.

Il se peut aussi, et chaque citoyen progressif espère qu'il en soit ainsi, que les chefs du parti C.C.F. et du Crédit Social comprennent l'importance de l'heure, et se montrent en faveur de la politique de 80 sous le boisseau de blé.

Le Parti communiste, dans les récents discours prononcés par Tim Buck dans l'Ouest, s'est montré complètement en faveur d'une telle coopération.

Les mouvements ouvriers ont considéré le problème durant ces dernières semaines.

La résolution adoptée par le Conseil des métiers et du travail de Winnipeg, dénonçant la Leadership League, et conseillant l'appui à la politique de 80 sous le boisseau de blé, montrent que la coopération entre les fermiers et les ouvriers n'a jamais été plus solide que maintenant.

L'Ouest possèdera une grande opportunité pour affermir le progrès au Canada et la sécurité sociale lors du jour de la votation aux prochaines élections. D'ici là, chaque citoyen progressif du pays surveillera les préparatifs pour l'obtention de ce qui est à la portée de l'Ouest: une majorité de représentants progressifs au Parlement après la prochaine élection.

Chronique de Québec

Baillargeon — Victime de la Vengeance des Compagnies

Par C. E. M.

Avec l'appel pour renverser le jugement prononcé contre Louis Baillargeon, le cas de cet ouvrier est revenu à l'ordre du jour.

Il était accusé d'avoir dit à trois briseurs de grève: "Si vous travaillez, j'vais vous casser la gueule." Et c'est pour avoir prononcé ces mots qu'on le condamne à trois mois de prison.

La véritable raison de la condamnation de Baillargeon, la voici: c'est parce que Baillargeon fut le principal organisateur de cette section de l'A.F.L. des travailleurs de l'engrais chimique. A la suite de ceci, l'International Fertilizer fut obligé d'accorder une augmentation de 7 sous de l'heure et de reconnaître l'Union.

Aussi l'ennemi No. 1 des travailleurs du Québec, Duplessis, protecteur des trusts, prit les mesures nécessaires pour maintenir en prison l'organisateur de cette union pendant tout le temps que cette union discutait d'un contrat collectif avec la compagnie.

En gardant Louis Baillargeon en prison, les exploitateurs voulaient intimider les officiers de l'Union et les priver d'un conseiller aussi énergique que dévoué. C'est là le véritable motif de la condamnation de Baillargeon.

Pour constater comment certaines autorités ont appliqué la loi, citons ici d'autres cas d'intimidation et de violence.

Il y a quelques années, un certain M. Power assaillit, en pleine salle de danse, le pianiste du Château Frontenac, M. Lauréat Tanguay. Le procès a démontré que cet assaut avait avancé les jours de Tanguay, car il avait le cœur malade.

Au cours de la grève de St-Grégoire, quelqu'un lança un encrier à la figure, à Blair Gordon, le procès au sujet de cette affaire fut également une parodie de la justice. On mit les accusés à plaider coupables. Ils furent condamnés à une amende de \$30, que Blair Gordon payait lui-même.

Le procès en appel que vient d'intenter Baillargeon a prouvé qu'il n'y eut pas de trouble, que les trois briseurs de grève sont les seuls qui prétendent avoir été menacés et que, d'après leurs témoignages, ils n'ont pas eu peur de Baillargeon puisque celui qui a porté plainte, le "scab" Lucien Rivard, est retourné au travail le lendemain de la grève, et cela sans être inquiet ou molesté.

On a en outre prouvé au cours de ce dernier procès que les trois briseurs de grève habitaient ensemble et qu'ils ont juré que durant les trois mois écoulés entre le jour des menaces et le jour de l'arrestation de Baillargeon, ils n'ont jamais parlé du témoignage qu'ils devaient rendre contre Baillargeon.

Comme l'a si bien démontré en cour le défenseur de l'accusé, Me Gerald Coote, deux faits sont à constater: Si les deux "scabs" avaient été intimidés, il est naturel qu'ils en parlent entre eux dans un intervalle de trois mois. De plus, ils ne seraient pas retournés travailler au même endroit. Or, le contraire est arrivé.

Il est évident que tant que nous aurons Maurice Duplessis comme procureur-général, la loi servira à intimider les ouvriers. La loi du cadenas en est la preuve. Les exploitateurs de la bourgeoisie se protègent. Ils ont carte blanche en cette matière. Il n'y a pas de lois pour revenir contre eux.

Est-il besoin de répéter que le seul moyen d'empêcher des abus de se commettre, c'est l'unité de tous les travailleurs?



Pendant qu'on se hâte de faire des préparations pour la prochaine guerre, on se dépêche de compléter le monument national du Canada pour que le roi l'inaugure lors de sa visite à Ottawa.

"La Moitié de nos Familles sont sous-alimentées"

Declaration de Sir J. B. Orr

"Le problème de la préservation de la santé, n'est plus un problème scientifique, ce n'est plus une question de connaissances médicales, c'est un problème économique. Nous possédons les connaissances maintenant, nous savons quels sont les meilleurs aliments, nous savons comment les produire, alors le problème est d'ordre économique."

Voilà ce que déclarait, à Toronto, devant un vaste auditoire mardi 25 courant, sir John Orr, expert en diététique de renommée mondiale.

"Il faut trouver de l'argent pour combler le fossé entre les ressources du peuple et le prix exorbitant des fermiers. L'argent ne manque pas lorsqu'il s'agit d'une entreprise qui promet de bons profits, or il ne peut y avoir de profits plus élevés pour une nation que des citoyens en bonne santé."

Le gouvernement, ajouta sir John, doit se préparer à prendre les mesures nécessaires pour subsidier l'agriculture afin de garantir un revenu raisonnable au producteur et un prix pour les aliments essentiels tels que le lait, les produits laitiers, la viande, le poisson, le fromage, les oeufs et les légumes qui sera abordable même aux plus pauvres d'entre les citoyens.

"Le Commonwealth britannique a besoin d'une nouvelle conférence, suggéra sir John. Pas une conférence pour discuter seulement le commerce et le profit, mais une conférence qui s'occupe du bien-être de 500,000,000 de personnes."

"Nous avons besoin d'une nouvelle politique basée sur les besoins humains. Si une telle politique est adoptée, les intérêts du commerce et du bien-être social seront réconciliés. Ce serait le nouvel idéal de gouvernement qui nous guiderait vers l'abondance, que la science a rendue possible. Ce nouvel âge d'abondance est le seul fondement de la paix mondiale."

Sir John fit aussi remarquer que si l'on établissait un contrôle du marché domestique de façon à garantir suffisamment de nourriture pour tous et un prix raisonnable au fermier, cela ferait disparaître l'encombrement des marchés. La demande pour les produits domestiques serait doublée. La science est un besoin.

"A quoi bon notre profonde connaissance de la médecine, s'il faut déplorer un grand nombre de maladies causées par la malnutrition?" se demanda sir John. Il y a un abîme entre nos connaissances médicales et leurs applications. Le pouvoir d'achat des sections cessaie au maintien de la santé, britannique ne leur permet pas en régime de nourriture convertible; lorsqu'on parvient à rencontrer les autres dépenses fixes, il reste assez d'argent pour l'achat de lait pour la mère et une somme très minime pour le reste."

Au Canada, fit-il remarquer, des familles examinées par des experts de la nutrition, 70 pour cent des mères n'avaient pas assez de calcium, 90 pour cent des enfants n'avaient pas non plus assez de calcium dans leur organisme, et plus de la moitié des familles mangent approximativement les trois-quarts de la nourriture nécessaire au maintien de la santé. "Ces gens sont malades," déclara sir John.

LA MORTALITE INFANTILE

"Dans mon opinion, affirme sir John, le meilleur critérium de l'état de la nutrition de tout groupe de personnes, c'est le taux de la mortalité infantile. Dans mon pays, continua-t-il, le taux de la mortalité infantile est de 30 par 1,000 pour la classe riche, de 70 pour 1,000 chez la classe ouvrière et de plus de 100 pour 1,000 chez les sans-travail."

Le but des conférences de sir John est l'établissement de comités pour enquêter sur le problème de la nutrition afin de faire des recommandations pour des améliorations. Ce mouvement est dû à l'initiative de la Société des Nations. Plus de 20 pays ont déjà établi de tels comités. Et sir John Orr espère qu'après sa tournée de conférences, d'autres comités seront établis.

"La santé diminue avec les revenus, selon des investigations faites en Angleterre. Certaines maladies font trois fois plus de ravages parmi les classes au revenu limité, et la tuberculose y exerce deux fois plus de ravages."

La découverte de la propriété protectrice de certains aliments fut d'une grande importance pour résoudre le problème de la nutrition. Il fut trouvé que les aliments contenaient quelque 30 substances différentes. Le manque de l'une ou l'autre de ces substances dans l'alimentation peut entraîner une ou plusieurs maladies. Les vitamines, les protéines, le gras, les sels minéraux sont quelques-unes de ces substances.

LES RESULTATS DE LA MALNUTRITION

Les maladies qui résultent le plus souvent de la malnutrition sont: le scorbut, la gastrite, le péri-berri, la tuberculose, l'anémie et une foule d'autres.

En plus d'avoir des résultats directs, la malnutrition est aussi la cause d'incapacité mentale et de phénomènes psychologiques. Comme exemple, sir John déclara que l'absence de la vitamine A entraîne la dégénérescence des membranes muqueuses de l'estomac et des voies intestinales. "La moindre insuffisance de la vitamine A peut encore avoir pour résultat des lésions au système nerveux. La santé fait la beauté"

La malnutrition est aussi la cause d'une précoce sénilité. "La beauté, déclara sir John, est réellement la manifestation extérieure de la bonne santé."

Le but des conférences de sir John est l'établissement de comités pour enquêter sur le problème de la nutrition afin de faire des recommandations pour des améliorations. Ce mouvement est dû à l'initiative de la Société des Nations. Plus de 20 pays ont déjà établi de tels comités. Et sir John Orr espère qu'après sa tournée de conférences, d'autres comités seront établis.

L'Italie peut-elle soutenir une Guerre?

PAR LE DOCTEUR FRITZ STERNBERG

Quel est le potentiel de guerre de l'Italie? Quelles sont ses ressources? Dans une guerre de longue durée, les ressources autres que les matières strictement militaires seront d'un poids décisif.

L'Italie, en ce qui concerne l'industrie de guerre, n'est pas encore un grand pouvoir.

En premier lieu, les matières premières lui manquent. Nous mettons sa situation à côté de celle des autres pays.

Les Etats Unis obtiennent 90 pour cent des matières premières dont ils ont besoin, de leur propre terre. Le Japon produit 43 pour cent de ses nécessités à cet égard. Mais l'Italie peut à peine remplir 19 pour cent de ses besoins sans l'importation.

Considérons le charbon, matière basique de guerre pour toutes les industries de guerre.

Les efforts considérables que l'Italie a fait récemment pour augmenter la production ont eu le résultat d'un million de tonnes de charbon pour l'année 1937. Un million contre les 185 millions de tonnes produits par l'Allemagne, 245 millions de tonnes en Angleterre pendant la même année.

La production de charbon en Italie pour un an équivaut à peine à ce que l'Angleterre produit en deux jours!

Une autre matière première pour les industries de guerre est le minerai de fer. L'Italie a fait des efforts formidables pour augmenter la production et a haussé le chiffre jusqu'à un million de tonnes par an. Mais la France produit à peu près 38 millions de tonnes par an. La France produit en deux semaines plus que l'Italie ne le peut en douze mois.

Et les industries de fer et d'a-

cier, qui ont décidé les résultats de la dernière Grande Guerre?

En 1937 l'Italie a produit cinq pour cent de la quantité de fer que l'Allemagne produit. En production d'acier l'Allemagne a atteint le chiffre de 20 millions de tonnes; l'Italie n'en a produit que deux millions.

Il est évident que la grosse industrie de l'Italie ne sera pas un bon soutien pour son partenaire de l'axe Rome-Berlin.

Un autre produit d'importance est l'huile, dont on connaît le manque en Allemagne. Mais l'Allemagne possède des grands fonds de charbon—et si elle se décidait d'arrêter l'exportation de charbon elle pourrait l'employer pour augmenter la provision d'huile. Mais la production de charbon en Italie est si exiguë que ce dernier système de transformation n'est pas praticable.

Pas d'huile, peu de charbon, fer et acier—c'est là la ressource militaire dans la grosse industrie.

L'Italie peut fournir ses troupes d'armes à ce moment, mais pas dans une guerre de grande durée, qui fera des demandes considérables à la grosse industrie.

Malgré ses efforts, la situation industrielle de l'Italie n'est pas meilleur qu'il y a 20 ans. Mais pendant les trois dernières années de la Grande Guerre l'Italie a contrebalancé son manque en matières premières par des importations immenses. Elle n'avait rien comme paiement pour ces produits importés; cependant, les alliés de l'Italie étaient les grands pays crédateurs, qui ont pris sur eux-mêmes la responsabilité!

En ce qui concerne le transport de ces importations pendant la Grande Guerre, les alliés étaient maîtres de la mer, la Méditerranée y inclus. Aujourd'hui, la situation est bien différente en tant de finance et la transportation.

En 1937 l'Italie fut forcée d'augmenter ses importations, et à la fin de l'année elle avait un déficit dans le commerce étranger de quelques cinq milliards de livres.

Dans le cas d'une autre guerre, s'il faut augmenter les importations comme dans la Grande Guerre, l'Italie ne pourra pas rester fixe en finances.

Si la France et l'Angleterre sont ses ennemis, le problème sera très grave pour l'Italie.

Et en transportation? Du total de 30 millions de tonnes de provisions envoyées à l'Italie pendant la Grande Guerre, 17 millions de tonnes ont passé par Gibraltar, 1,8 millions de l'Asie, de l'Afrique et de l'Australie, par le canal de Suez, 1,2 millions de la Mer Noire par le détroit des Dardanelles. Trois millions étant d'origine dans les régions de la Méditerranée tandis que sept millions de tonnes furent transportés par terre à travers la frontière du nord de l'Italie. Il est évident que la transportation par ce moyen n'était pas du tout difficile à cause de la situation politique entre les grands pouvoirs des alliés.

La partie relativement exiguë qui a passé par terre fut distribuée sur des routes adéquates. Aujourd'hui, deux tiers des importations de l'Italie viennent par mer des pays qui ne touchent pas à la Méditerranée.

Si la France et l'Angleterre sont les ennemis de l'Italie, elles pourront arrêter le transport des provisions sans grande difficulté. En cas de guerre de longue durée, l'Italie deviendrait plutôt à charge à son partenaire de l'axe, l'Allemagne.



Pris par les fascistes en luttant pour la démocratie en Espagne, 32 Canadiens, soldats du Bataillon Mackenzie-Papineau, furent libérés récemment des prisons franquistes. Nous montrons un groupe de nos gars au Havre, en France, qui attendent l'embarcation pour revenir chez eux. Il y en a quelques uns qui sont maintenant en route pour le Canada.

La Session Provinciale

Demagogie de Fitch

M. Louis Fitch, le représentant de l'Union Nationale pour le Comté de St-Louis, l'homme de paille par excellence de Maurice Duplessis, qui n'hésite pas à sacrifier les intérêts de ses compatriotes pour ses fins politiques, n'a pas parlé souvent depuis qu'il siège à Québec. Mais chaque fois qu'il a parlé, ça été dans le but de justifier sa conduite devant ses électeurs et ses compatriotes.

Le petit discours qu'il a prononcé contre le Fascisme la semaine dernière est typique. M. Fitch est de nationalité juive, la population de son quartier est en majorité juive et profondément anti-fasciste, donc sous peine de se voir exposé sous son vrai jour, Fitch se sent obligé de temps en temps de faire une déclaration contre le nazisme et le Fascisme.

Mais dénoncer le fascisme tout en étant un membre et un instrument d'un gouvernement qui, dans ses moindres actions, s'inspire de la doctrine de Hitler et de Mussolini, c'est la demande de la souplesse et de la "diplomatie". Aussi M. Fitch fut-il très souple et très diplomate dans son genre. Sentant que les élections approchent, désirant se faire réélire et ne voulant pas couler davantage l'Union Nationale dans l'esprit de l'électorat, M. Fitch procéda de façon à mousser le capital politique du présent gouvernement.

Il dénonça Adrien Arcand, Gabriel Lambert, Maurice Scott et plusieurs autres agents fascistes. Il protesta en outre contre les activités de ces gens, déclarant que le prétendu parti National Social Chrétien n'a rien de national, ni de social ni de chrétien. Tout cela est fort bien, et nous sommes d'accord avec M. Fitch là-dessus. Mais là où nous cessons d'être d'accord et où M. Fitch fait acte de demagogie, c'est lorsqu'il prend la défense du gouvernement d'Union Nationale dont quelques membres haut-placés sont des officiers fascistes dans la province, et

Liste d'Objets insaisissables

Voici la suite de la liste des objets et effets non saisissables:

1. Les vases sacrés et les objets destinés aux cérémonies religieuses.

2. Les portraits de famille.

3. Les objets déclarés par le donateur ou un testateur, ou la loi, comme ne devant pas être saisis; les sommes d'argent ou les objets donnés ou confiés à la condition qu'ils soient exempts de saisie.

4. Les allocations alimentaires accordées par la cour, et les sommes d'argent ou pensions, même si le donateur ou le testateur ne les a pas expressément déclarées exemptes de saisie. Elles peuvent, toutefois, être saisies pour dettes alimentaires.

5. Tout instruments, bateaux et autres appareils de pêche, filets, lignes ou autres agrès de pêche, et les provisions appartenant à un pêcheur, et qui sont nécessaires à sa subsistance et à celle de sa famille ou bien à ses opérations de pêche. Ces effets peuvent toutefois être saisis et vendus pour leur prix d'achat, mais pas entre le premier mai et le premier novembre.

6. La paie ou la pension des personnes qui appartiennent à l'armée ou à la marine.

7. Les émoluments et honoraires dus à des ecclésiastiques ou à des ministres du culte pour service courant, ainsi que le revenu de leur domaine clérical.

8. Le salaire des professeurs, tuteurs et maîtres d'école.

9. Le salaire des officiers publics; excepté celui de ceux des officiers publics et employés de la Province, permanents ou non, qui sont saisissables pour: (a) un cinquième du salaire mensuel ne dépassant pas mille dollars par année; (b) le quart du salaire mensuel excédant mille dollars mais ne dépassant pas deux dollars; et (c) le tiers du salaire mensuel excédant deux mille dollars par année.

10. Le salaire du secrétaire d'une ville ou municipalité, et autres employés ou officiers municipaux ou de ville ou municipalité incorporée, excepté en ce qui a trait aux proportions établies dans le paragraphe 9.

11. Tout autre salaire et gage, en quelque temps que ce soit et de quelque manière qu'ils soient perçus, pour: (a) les quatre-cinquièmes quand le salaire ne dépasse pas trois dollars par jour; (b) trois-quarts, quand le salaire dépasse trois dollars par jour mais n'excède pas six dollars par jour; (c) les deux-tiers lorsque le salaire dépasse six dollars par jour.

12. Livres de compte, titres de dette et autres documents en la possession du débiteur, moins les exceptions mentionnées à l'article 641.

13. Les pensions accordées à leurs employés par des institutions financières ou autres, au moyen de fonds de retraite ou fonds de pension établis par les dits employés, aussi bien que les paiements faits, ou pour être faits, afin de former tel fonds de pension et de bénéficier du droit d'y avoir recours.

14. Les quatre-cinquièmes du salaire, rémunérations ou gage des membres de la corporation des pilotes pour le port de Québec et en-bas, pour le pilotage des bateaux.

NEGRIN A NEW YORK

L'ancien premier ministre de l'Espagne Juan Negrin est arrivé à New York lundi à bord du "Normandie" pour un séjour d'un mois aux Etats-Unis et au Mexique. Negrin est accompagné par sa femme et son fils, et par l'ancien secrétaire d'Etat Barco.

La Repartition des Emplois au Canada

(Suite de la page 3.)

mentation spectaculaire du nombre de téléphonistes les derniers 30 ou 40 ans. Depuis 1921, l'augmentation dans le nombre de femmes dans cette occupation n'a pas été très appréciable.

Le nombre des personnes dans les occupations de commerce et de finance a également augmenté à un taux plus rapide que dans toutes les occupations combinées, bien que le taux de croissance ait été moins prononcé depuis 1911 dans la plupart des provinces.

Il y a trois fois plus d'hommes dans les occupations professionnelles en 1931 qu'en 1891 et cinq fois plus de femmes dans les proportions de tous les hommes et femmes dans ces occupations, montant de 2.4 p.c. à 3.2 p.c. et 12.3 à 17.6 p.c. respectivement au cours de la période. Il est intéressant de remarquer que bien qu'un tiers de toutes les femmes actives soient encore employées dans les services personnels en 1931, il y a eu un déclin dans l'importance relative de ce groupe occupationnel depuis 1891, alors que plus de la moitié de toutes les femmes actives étaient employées dans ce groupe. Le déclin a été général à travers le Canada, mais l'on doit remarquer que l'importance occupationnelle du service personnel a été à la hausse depuis 1921.

Les occupations de commis de bureau ont continué d'augmenter à un taux plus rapide que l'ensemble des occupations. Pour les femmes surtout l'emploi dans ces occupations a augmenté à un taux remarquable, le nombre dans ces occupations passant de 3,000 à 117,000 de 1891 à 1931.

Le Droit d'Organisation reconnu par Ottawa

(Suite de la page 1.)

justement et sans autorisation licite, refusent d'employer ou congédient un ouvrier parce que membre d'une union ouvrière, cherchent à l'intimider ou, encore, à l'empêcher d'appartenir à une association légitimement reconnue. Ces sanctions prévoient des amendes pouvant s'élever à cent dollars ou un emprisonnement maximum de trois mois, avec ou sans travaux forcés, si le coupable est un individu, enfin, une amende susceptible de se monter, selon les cas, à mille dollars, s'il s'agit d'une compagnie.

Ce bill de nature à protéger le droit d'organisation est tout-à-fait l'opposé de la soi-disant législation ouvrière de Duplessis qui veut punir "quiconque empêche un ouvrier de travailler: a) parce qu'il fait partie d'une association, ou b) parce qu'il ne fait pas partie d'une association, ou c) parce qu'il ne fait pas partie d'une association particulière, ce qui signifie l'abolition de la loi de l'atelier fermé, et la permission pour les employeurs de remplacer les ouvriers d'unions par des scabs.

Cette loi qui vient d'être passée à Ottawa, a été passée pour tout le Dominion, et comme nous faisons partie de ce Dominion on croirait pourtant que les ouvriers de cette province pourraient bénéficier de cette loi, pourtant la législation provinciale de Duplessis n'a pas encore été remplacée, elle continue de sévir contre les intérêts ouvriers de cette province.

Il n'est pas très vraisemblable que Duplessis remplacera sa loi à essence anti-ouvrière par une loi à essence ouvrière la seule chose qui pourrait amener ce changement serait l'action unitaire du mouvement syndical de la province.

Distributeur de "Clarte" est acquitte

(Suite de la page 1.)

devant le recorder Leblanc. Maître R.-L. Calder, c.r., agissait pour la défense tandis que Me M. Pagé représentait le ministère public.

Dans une argumentation assez élaborée, Me Calder déclara que quoique fait de porte en porte sans rémunération ne commet pas d'offense. Conséquemment il demanda l'acquiescement de M. Duval.

Quant à Me Pagé, qui connaît très bien Duval, il tenta de faire intervenir toute une série de faits relatifs aux antécédents politiques de l'accusé, affirmant que Duval était bien connu de la police.

Tout cela fut en pure perte. Car le juge acquitta Duval en déclarant qu'aucune personne ne pouvait être déclarée coupable si elle fait du porte en porte sans être rémunérée.

L'arrestation de M. Duval démontre tout le cynisme de Duplessis à l'endroit des ouvriers conscients et décidés à lutter pour améliorer leurs conditions.

En réponse à de telles intimidations, il n'y a qu'une chose à faire: répandre "Clarte", diffuser ce journal, le faire connaître à tous.

LE 1ER MAI EN U.R.S.S.

En Union soviétique, à Moscou, la grande manifestation eu lieu en des circonstances favorables: le temps était un beau temps d'été. A peu près un million cinq cent mille travailleurs ont passé la revue devant les chefs sur le tombeau de Lénine sur la grande Place Rouge. Le pouvoir armé de l'U.R.S.S. fut montré au monde, une grande force capable de défendre le pays du socialisme contre l'agression, de repousser tout agresseur, comme a déclaré le maréchal Vorochilov après la revue.

En plus du défilé des troupes et de leurs armements mécanisés, il y avait des milliers de travailleurs qui manifestaient leur détermination de défendre leur pays et de bâtir le socialisme. Dans l'air passaient des escadrilles de l'aviation soviétique.

Dans Léningrad et dans d'autres villes de l'Union soviétique les manifestations ne furent pas moins imposantes que celle de Moscou.

Le Budget de Dunning

(Suite de la page 1.)

sables, dans un but douteux, qui devrait connaître mieux, aient convaincu les industriels de craindre les taxes.

"Le volume anormalement bas de la construction, poursuit l'hon. Dunning, a eu comme résultat une grande demande pour de nouvelles habitations de la part de personnes dont le revenu est limité ou moyen. C'est ce domaine selon mon opinion, qui offre le plus d'opportunités aux industriels."

Mais l'industrie privée n'est pas préparée à investir des capitaux pour la construction de logements à bon marché. Bien que le gouvernement fédéral ait enlevé, l'année dernière, la taxe de vente de huit sous sur les matériaux de construction, l'industrie de la construction ne s'est pas améliorée.

Il est donc peu probable que de nouvelles concessions en faveur de l'entreprise privée puisse créer des emplois pour les chômeurs.

Au contraire, cet effort tenté dans le but d'"apaiser" les intérêts privés en réduisant la taxe sur le revenu en certains cas, aboutira seulement à la diminution des revenus du gouvernement sans apporter les résultats prévus en accordant ces exemptions de taxe. Si, au lieu de cela, le gouvernement eut tenté d'augmenter le taux de l'impôt sur le revenu aux personnes dont les revenus sont le plus élevés, afin d'employer l'argent ainsi obtenu à l'application d'un programme de travaux publics, le nombre des chômeurs aurait pu être considérablement diminué, et partant les revenus du pays augmentés.

Si Hitler pensait qu'il pourrait démolir le bloc croissant de la paix en deux heures de hurlements, il perdait haleine. Il aura que le chemin de l'aggression devient tous les jours plus difficile.

Au lieu de repousser les propositions de Roosevelt, la diatribe de Hitler a augmenté leur effet et a causé encore plus d'appui pour les efforts du président.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Ci-inclus veuillez trouver la somme de

Pour un abonnement de

Nom

Adresse

Tarif de l'abonnement; un an \$1.00; six mois, 50c; trois mois, 25c. Case Postale 2, Station N, Montréal, P. Q.

Nouveau Comité pour l'Aide aux Réfugiés espagnols

Par suite de la victoire remportée par les mercenaires de Franco en Espagne et de la consolidation de la position de celui-ci comme chef de la "nouvelle" Espagne, des milliers de loyalistes devront quitter, s'ils ne l'ont pas déjà fait, leur pays afin d'échapper à la vengeance de Franco et à la mort ou à l'emprisonnement dans des camps de concentration.

Devant ce problème de réfugiés espagnols, il incombe donc aux pays démocratiques de venir en aide à ces victimes de la barbarie fasciste. Aussi, à la conférence nationale du Comité canadien pour l'Aide à l'Espagne démocratique, tenue en fin de semaine dernière à l'hôtel King Edward de Toronto, procéda-t-on à la formation d'un Comité pour l'Aide aux réfugiés espagnols.

Ce nouveau comité, qui continuera l'oeuvre de l'ancien, aura pour officiers les personnes suivantes: le rév. Dr. Salem Bland, de Toronto et le Dr. Helen-Y. Reid, de Montréal, présidents honoraires; J. Norman Lee, de Montréal, président national, et J.-G. King, de Toronto, secrétaire national.

Ce comité aidera les réfugiés de la terreur franquiste qui doivent quitter le pays afin de sauver leur vie. Une vaste campagne sera lancée parmi le peuple du Canada

afin de prier le gouvernement d'accepter au moins 50 réfugiés d'Espagne.

Il a été proposé que le comité se charge de choisir 100 réfugiés. Il s'occupera de leur transport dans des pays tels que le Mexique et le Chili, qui sont prêts à les accepter. Les dépenses affectées à chaque réfugié se chiffrent à \$200 ou \$250.

Au cours de la conférence, organisée par le Comité pour l'Aide à l'Espagne démocratique, l'on rapporta que plus de \$90,000 avaient été recueillis de juin 1936 à la fin du mois de mars de cette année. Soixante pour cent de cette somme a été envoyé en Espagne, tandis que le reste servit à défrayer les frais de publicité de transports, et d'administration.

L'on discuta, comme premier pas afin de venir en aide aux réfugiés, la formation de nouveaux comités à défrayer les frais de publicité, commenceront à travailler aussitôt formés afin de venir en aide aux réfugiés qui exercent la même profession.

L'un des rapports mentionna le fait que l'un de ces groupes contribua de \$500 dans un mois pour l'aide aux enfants espagnols, et des expositions tenus par des artistes de Montréal, Toronto et Hamilton rapportèrent au-delà de \$2,500.

Duplessis protège les Trusts!

Avant de conclure la présente session provinciale, Duplessis aura donné au peuple toute la mesure de la rouerie dont il est capable quand il s'agit de protéger les trusts.

Car ceux qui ont cru un instant que par sa "loi concernant les corporations et les compagnies," Duplessis voulait augmenter les taxes des trusts, sont bien vite revenus de leur erreur quand, le lendemain même de l'adoption "à la vapeur" de ce bill, les journaux publiaient l'amendement voté à cette loi par le Conseil législatif, amendement qui est conçu en ces termes:

"Pour les fins de la présente loi, le lieutenant-gouverneur en conseil (lire: Duplessis) est toutefois autorisé à changer ou modifier les impôts ci-dessus, et cela à la manière et dans la proportion qu'il jugera à propos."

Avec cet amendement, qui confère des pouvoirs arbitraires au premier ministre, la loi que celui-ci fit adopter en se vantant qu'elle n'affecterait que les puissants trusts, se trouve pratiquement réduite à une farce demagogique destinée à jeter de la poudre aux yeux des naïfs.

Mais cette loi, malgré les commentaires prometteurs dont l'entoura Duplessis en la présentant à l'Assemblée législative, ne trompe personne sur les véritables sentiments qui animent le premier ministre envers les trusts. Elle servira, par contre, à dévoiler tout le fonds de basse demagogie dont s'inspire Duplessis en vue des prochaines élections.

Duplessis est l'ami des trusts, et les trusts sont les amis de Duplessis. Par conséquent, il ne saurait les taxer. Et il ne les taxera pas, comme il le laissait d'abord entendre dans sa loi, laquelle, d'ailleurs, affectait surtout les petits commerçants et les petits industriels.

Si les trusts ont craint une seconde pour leurs profits énormes, Duplessis a tôt fait de leur enlever

jetée crainte. Avec l'amendement reproduit plus haut, ils sont certains de pouvoir se soustraire à la nouvelle loi de Duplessis.

LES AMIS DE 'CLARTE' A ROSEMONT

Le comité de Rosemont de la campagne financière de "Clarte" désire remercier tous ceux qui ont contribué de près ou de loin au succès remporté dans ce quartier. En effet, l'objectif de \$60.00 que l'on avait promis de recueillir vient d'être atteint.

Ce succès doit être attribué au dévouement de nos agents, à la bonne entente et à la collaboration entre tous et chacun, ainsi qu'à la générosité des nombreux amis qui ont répondu avec empressement à notre appel.

Nous réitérons donc nos remerciements à toutes ces personnes, ainsi qu'aux marchands qui nous ont aidés durant notre campagne.

Mais les amis de "Clarte" ont une autre tâche à accomplir qui est très importante. Nous voulons parler de la diffusion de "Clarte". Nous avons promis 25 nouveaux lecteurs d'ici 30 jours. Or, pour obtenir ces nouveaux lecteurs nous avons besoin de la collaboration des amis de Rosemont. Nous leur demandons de nous fournir les noms et les adresses des personnes qu'ils connaissent et que "Clarte" pourrait intéresser. Nous comptons sur la bonne volonté et la collaboration de nos amis pour cela. Car nous avons promis; et nos promesses nous sont chères.

Donc, en avant pour 25 nouveaux lecteurs! Pensez-y sérieusement et faites un effort.

Roméo Duval, Pour le Comité.

L'Envolee des As soviétiques

(Suite de la page 1.)

qui se courbe de Moscou à travers la Norvège et l'Islande, à Labrador et la Terre-Neuve, finalement au Nouveau Brunswick où ils ont atterri.

On a fait coïncider l'envolee avec l'ouverture de l'Exposition Mondiale de New York dimanche passé.

Bien que les as aient manqué d'achever le but visé, on considère que l'envolee démontre encore le pouvoir de l'aviation soviétique.

Il y a deux ans, des aviateurs soviétiques ont fait un vol sans étapes de Moscou aux Etats-Unis à travers le Pôle Nord. Il y a un an, Kokkinaki a fait une randonnée sans étapes de Moscou à Vladivostok, une distance de 4,722 milles.



Alerté par des vols répétés de dynamite, attribués à des agents nazis, la Ontario Power Commission a posté des gardes spéciaux autour de leur usine à Niagara Falls.